



VILLE DE HAGONDANGE

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

FOURNITURE DE MATERIELS ELECTRIQUES

ANNEES 2018-2019-2020

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

SOMMAIRE

Article 1 Objet de la consultation

Article 2 Conditions de la consultation

2-1 Mode de la consultation

2-2 Mode de règlement

2-3 Délai d'exécution

2-4 Délai de validité des offres

2-5 Contenu du dossier de consultation

Article 3 Présentation des offres

Article 4 Jugement des candidatures et des offres

Article 5 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Article 6 Renseignements complémentaires

Article premier - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la fourniture de Matériels électriques.

Article 2 - Conditions de la consultation

2-1-Mode de la consultation

Accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2-2-Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

2-3-Délai(s) d'exécution

Les délais d'exécution sont définis à l'article III - 5 de l'acte d'engagement et à l'article 3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

2-4-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2-5-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- l'Acte d'Engagement,
- le CCAP,
- le règlement de consultation,
- l'offre de prix selon catalogue,
- le détail estimatif.

Les candidats intéressés auront la possibilité de télécharger sur le site de la ville : www.ville-hagondange.fr (rubrique des marchés publics) le dossier de consultation.

Article 3 - Présentation des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

3.1- Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

Pour les pièces concernant la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.minefi.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise, les références professionnelles, la capacité technique de l'entreprise, la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. L.323-1 du code du travail.
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Présentation du candidat en termes de compétence liées au présent marché – (en cas de groupement indiquer les missions de chaque membre) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années et leurs qualifications et missions dans l'entreprise ;
- Une déclaration indiquant les moyens humains de l'entreprise ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, chargé(s) de la conduite des travaux de même nature que celle du contrat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En ce qui concerne les obligations fiscales et sociales, le candidat fournira les attestations de régularité fiscale et sociale délivrés par les administrations et organismes compétents pour une situation au 31 décembre 2017.

Pièces de l'offre :

Un projet d'accord-cadre comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- L'Offre de Prix selon catalogue,
- Le détail estimatif.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations de l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 5 jours.

Article 4 - Jugement des candidatures et des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

1-Garanties et capacités techniques et financières

2-Références professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

- 1) Le prix des prestations (50%)
- 2) La valeur technique de l'offre jugée à partir du mémoire justificatif (20 %).
Dans ce critère seront pris en compte l'exhaustivité de la gamme des produits proposés et le nombre de catalogue de fabricants remis
- 3) Les délais de livraison (30%)

Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres doivent être remises pour le **Jeudi 19 avril 2018 à 12 heures 00.**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

« Fourniture de matériels électriques »

Ce pli doit contenir les pièces définies à l'article 3.1 et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées ci-dessus, à l'adresse suivante :

Mairie de Hagondange
Place Jean Burger
BP 80140
57304 HAGONDANGE CEDEX

Article 6 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent s'adresser à :

Mairie de Hagondange
SERVICES TECHNIQUES (Mr GUZZO)
Place Jean Burger
B.P 80142
57304 HAGONDANGE CEDEX
Tél : 03 87 71 50 10
Fax : 03 87 72 18 36